

Retraites, une réforme douloureuse qui presse

- La révision à la hausse de l'âge de la retraite et le calcul d'un salaire moyen sont les deux mesures à entériner
- Le système bipolaire reste encore flou, tout comme l'ingénierie budgétaire des réformes proposées ● Une dernière réunion de la commission nationale est prévue le 23 janvier



Benkirane sait qu'il n'a pas le choix, la crise des retraites n'attendra pas !

PAR YOUNES BENNAJAH

Le gouvernement préfère encore temporiser avant de prendre les décisions douloureuses qui doivent prendre effet dès cette année 2013. Devant les conseillers, Abdelilah Benkirane a brandi l'exigence de la démarche participative envers l'opposition et les syndicats pour ajourner l'annonce des premières mesures qui seront prises pour sauver les caisses de retraite de la faillite. «*Nous avons une réunion au sein de la commission nationale le 23 de ce mois et il faudra prendre les mesures qui nous donneront un délai de 10 ans supplémentaires*», a noté le président du gouvernement. Durant son exposé qui se prêtait plus à un diagnostic de la situation actuelle, le président de gouvernement a tenté à plusieurs reprises de lancer quelques indicateurs sur la direction que devra prendre l'action urgente des pouvoirs publics durant cette année 2013. En plus de la hausse de l'âge de la retraite, la règle du salaire de base moyen, au lieu du dernier salaire pour le calcul des pensions semble

avoir les faveurs du gouvernement. «*Cela ne peut pas durer*», a lancé Benkirane à propos du maintien de la règle du dernier salaire pour les fonctionnaires. Pour les caisses, c'est la Caisse marocaine des retraites qui est en ligne de mire de «la réforme périodique» prônée jusqu'à présent. Si le gouvernement n'a pas besoin de puiser dans l'argent public cette

Si le gouvernement n'a pas besoin de puiser dans l'argent public cette année pour payer ses retraités, à partir de 2014 les choses vont se corser.

année pour payer ses retraités, à partir de 2014 les choses vont se corser. Un déficit cumulé de près de 13 MMDH est calculé pour la période 2014-2018. Hormis la situation alarmante du segment relatif aux fonctionnaires,

les conseillers n'ont pas eu droit à une vision complète du gouvernement sur la nature bipolaire des régimes qui seront mis en place, ni à un calendrier de l'entrée en vigueur des décisions de restructuration.

La majorité divisée ?

La séance mensuelle au sein de la Chambre des conseillers a été caractérisée par les critiques acerbes adressées par Abdessalam Labar, le doyen des conseillers de l'Istiqlal à la réponse creuse du président de gouvernement. C'est le président du groupe de la balance qui a tenté de remettre les choses dans l'ordre en mettant en avant «la sensibilité du sujet». Le même comportement «paradoxal» a également été noté pour le RNI qui a avancé son soutien au président de gouvernement, pour prendre enfin des décisions sur le dossier des retraites. «*Les surenchères sur le dossier se sont multipliées et si ce gouvernement parvient à résoudre uniquement la question des retraites durant son mandat, cela sera un grand succès*», a lancé Hassan Slighoua, conseiller du parti de la colombe, qui a aussi appelé à faire participer l'opposition «*non pas uniquement en l'associant aux réunions mais dans la prise des décisions*». Hormis le PAM, la même «retenue» a été notée pour les autres groupes de l'opposition essentiellement les groupes socialistes, la gauche unifiée et les conseillers de l'UC. Plusieurs propositions ont été exposées durant cette 7^e séance parlementaire, pour les insérer dans la batterie des nouvelles mesures conçues pour les caisses de retraites. Le groupe du MP a ainsi suggéré la hausse de l'âge de la retraite, parallèlement à une refonte juridique des statuts des caisses et du système de couverture sociale. Les propositions des syndicats se sont orientées, quant à elles, vers l'élargissement de la couverture à d'autres catégories professionnelles, ou encore «*le durcissement des sanctions pour la non déclaration des salariés*», comme cela a été suggéré par l'UMT.

Point de vue

Larbi Habchi,

Conseiller de la FDT.



Nous n'avons pas le sentiment qu'une décision politique ait été prise à ce sujet. Nous refusons les approches segmentaires qui ne font qu'accroître la vulnérabilité des salariés. Il faut avouer aussi que la question de la réforme des retraites est complexe par

la multiplicité des parties qui sont concernées et qui s'attendent à une décision politique prenant en compte à la fois les contraintes des caisses de retraites, le pouvoir d'achat des salariés et la compétitivité des entreprises. Il faut également souligner que

la réforme de la retraite n'est pas isolée et reste intimement liée à la réforme fiscale et celle de salaires. Encore une fois, le gouvernement doit prendre une décision globale car sans cela les résultats ne peuvent qu'être décevants. Nous avons des propo-

sitions qui vont dans le sens de l'élargissement de la couverture sociale qui reste très faible et sur ce point l'État doit assumer sa responsabilité et entreprendre des réformes structurelles à côté de celles techniques conçues pour les caisses de retraite.

Dixit...

Il s'agit maintenant de trouver une issue pour les retraités appartenant à des catégories sociales plus vulnérables. Nous voulons des décisions politiques courageuses au moment opportun.

Nous voulons également actualiser les données relatives au dossier des retraites et cela pour la période 2009-2012, ainsi qu'un calendrier des réformes futures.

Abdelmajid Lamhachi,
Président du groupe du RNI

Nous ne voulons plus discuter des scénarios possibles de la réforme, mais des décisions qui tranchent sur ce sujet. Le dossier des retraites est certes social et technique mais sa résolution ne peut se faire que par une décision politique courageuse. La problématique est posée depuis près de 20 ans et il n'est plus question de rester dans un état d'inertie.

Zoubida Bouayade,
Présidente du groupe socialiste

La question des retraites ne peut être réduite à son aspect technique. Nous n'avons nullement besoin du diagnostic et il ne faut plus perdre du temps là-dessus.

Nous avons de sérieuses craintes quant à l'ajournement de cette réforme urgente et le gouvernement ne semble pas disposé à discuter de nos propositions.

Hakim Benchamasse,
Président du groupe du PAM

Ce qui est certain, c'est que nous n'étions pas dans l'attente de décisions, mais d'un terrain de débat avec les partenaires sociaux.

Nous saluons la décision du gouvernement de rester à l'écoute des syndicats avant d'aboutir à des solutions pour l'ensemble des caisses.

Abdelilah Khalouti,
Conseiller de l'UNTM